

Compte rendu réunion "Débat National" LORIOU

Samedi 13/12/03 : Environ 70 personnes (dont 6 parents d'élèves) ; absence de l'animateur prévu ; débat autogéré.

Mardi 13/12/03 : 12 personnes (6 parents, 6 enseignants) ; absence de l'animateur prévu ; débat autogéré.

Quelle est la valeur d'un débat où il y a 90% d'enseignants.

Parents absents : peu intéressés ? enfants à garder ? autre débat au même moment au collège ?

Elus absents : Réunion à la préfecture ! Est-ce volontaire pour cloisonner le débat ? La décentralisation est-elle en débat à la préfecture ?

Quelle sera la remontée réelle des débats au niveau national ?

Les moyens de l'école :

Des différents questionnements ressort à chaque fois le problème des moyens :

Formation des enseignants (initiale et continue) insuffisante (cf. Plan de Formation Continue).

AIS : moyens limités (RASED)

Intégration des enfants handicapés : Peu de personnel ; en Italie 1 aide pour chaque enfant handicapé.

Quelle école ? (Echanges de points de vue)

Ecole publique/fonds publics ; école privée/fonds privés.

Une enseignante du privé rappelle qu'en 1980, le rapprochement public/privé proposé par A Savary avait été rejeté.

Le privé reçoit les élèves qu'il a choisis, le public doit accepter tous les élèves.

Le privé manque de moyens.

Les missions de l'école :

Les enseignants sont-ils motivés ? Quelle vision de l'avenir des élèves ont-ils ? Ont-ils confiance en l'avenir ?

L'école doit rester indépendante des entreprises et du secteur privé. Elle doit former des citoyens. La société actuelle rejette les personnes en difficulté, les différences, les handicaps. L'école seule ne peut pas tout, les parents doivent s'impliquer plus. L'école n'est pas un objet de consommation.

On ne sait pas ce que sera la société dans 20 ou 30 ans (période d'entrée sur le marché du travail pour les enfants scolarisés en maternelle actuellement).

"La famille est le lieu du pouvoir, l'école est le lieu de la démocratie".

L'école n'a pas à inculquer une idéologie, à décider quelle est la bonne ou la mauvaise. Il faut donner "la boîte à outils" pour former des citoyens critiques, vigilants.

La seule mission de l'école est d'aider les élèves à construire des savoirs (savoir être, savoir faire, réfléchir, se construire). Le savoir est temporaire et on doit aider l'enfant à construire en permanence à partir d'un savoir de base.

La langue est un vecteur essentiel de l'accès aux savoirs. La norme (contestable?) est la norme. Certaines familles ne l'ont pas d'où la nécessité de l'apprendre à l'école.

La mixité sociale :

Quelles sont les réalités de la mixité sociale ?

La politique de la ville est capitale pour la favoriser. L'environnement familial et sociétal est primordial. La paupérisation de la société (certains parlent de quart-mondialisation) n'est pas sans conséquence sur les résultats de l'école. Le temps passé à l'école par un enfant est moins important que celui passé dans sa famille. Cette donnée n'est pas modifiable par les enseignants. C'est un problème de politique générale.

Les relations école/familles :

Les enseignants se plaignent de ne pas voir les familles. Les parents ont pourtant une attente forte vis à vis de l'école mais ne savent pas comment faire, ne se sentent pas capables d'être acteurs. Ils sont souvent dépassés, pas démissionnaires.

Les enseignants :

Les jeunes enseignants se plaignent du manque de formation pratique. Les parents s'inquiètent du remplacement des enseignants qui vont partir à la retraite. Le recours aux listes complémentaires ne pénalise-t-il pas les enfants ?

Les rythmes scolaires :

Ces rythmes ne correspondent pas aux besoins des enfants mais sont imposés par le lobby du tourisme. Quand y aura-t-il vraiment une prise en compte de ces besoins ?

Les cycles :

Le projet de cycles s'il est intéressant dans les textes se heurte à une mise en place difficile : manque de formation et de moyens. Comme souvent, on a l'impression que les décisions prises ne sont pas accompagnées des moyens nécessaires de mise en œuvre.

Les 3 idées fortes :

Accompagner les réformes des moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

Mise en place d'une vraie formation continue pour tous les enseignants.

L'école ne peut pas tout et une politique qui s'attaque aux sources des difficultés sociales est indispensable.